



Union européenne
Politique régionale

info regio

panorama

9

Mars 2003

Interview

Göran Ekström,
Président
d'EURADA

Coopération

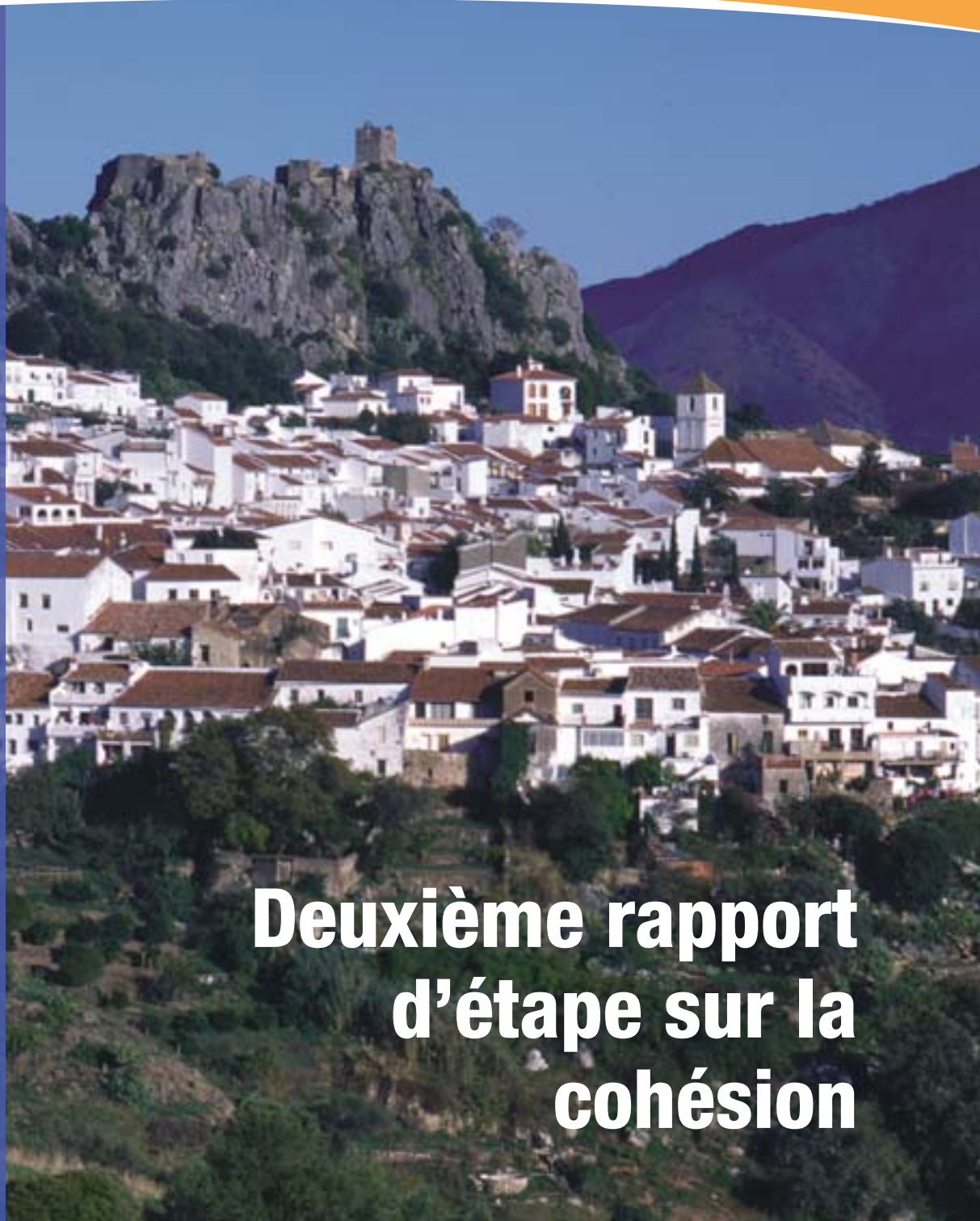
Le programme
PEACE

Découverte d'un pays candidat

La République
tchèque

Découverte d'une région

Norte (Portugal)



**Deuxième rapport
d'étape sur la
cohésion**



Pourquoi avoir créé en 1991 une «Association européenne des agences régionales de développement»?

La création d'Eurada en 1991 est à replacer dans le contexte de la fin des années 80, marquées par l'intérêt du projet visant la réalisation du grand marché intérieur, d'une part, et la mise en œuvre de la première période de programmation pluriannuelle des Fonds structurels, d'autre part. L'achèvement du marché intérieur a suscité auprès de quelques dirigeants d'agences régionales de développement (ARD) un besoin de savoir ce que d'autres dirigeants faisaient pour préparer leur tissu socio-économique à l'approfondissement de l'Union européenne.

La période 1988-1994 des Fonds structurels a également été intéressante pour les ARD, dans la mesure où sont apparus au cours de cette période les concepts d'initiative

communautaire, de subvention globale ou encore de coopération interrégionale. Ces sujets étaient très porteurs pour un dialogue avec les services de la Commission européenne et pour des échanges d'idées entre responsables d'ARD.

Eurada est en fait le produit tangible d'une subvention octroyée à l'époque par la DG XVI dans le cadre de ce qui allait devenir par la suite le programme Recite. En effet, une vingtaine d'ARD, réunies en réseau informel, avaient bénéficié d'un cofinancement communautaire en vue de permettre l'échange d'expériences dans le domaine du développement endogène. Le fait qu'Eurada existe toujours dix ans après démontre que les objectifs fixés par le programme Recite ont été atteints. Le positionnement d'Eurada, à savoir devenir l'association des professionnels du développement économique régional, n'a pas varié au cours de ses dix années d'existence.

Le terme «agence de développement» peut désigner des structures très diverses, allant de la petite agence de développement local à l'agence gouvernementale d'envergure nationale. Comment les membres d'Eurada se situent-ils par rapport à ces deux pôles?

Eurada a adopté des critères bien précis pour définir quels types d'agences de développement sont appelés à devenir membres de l'Association. En gros, l'ARD membre d'Eurada doit opérer sur un territoire plus vaste qu'une municipalité.

Il en résulte une bonne homogénéité des membres. Dans les faits, nous avons pu remarquer que les sujets abordés par l'Association n'intéressent bien souvent que les agences de développement ayant une certaine masse critique en termes de taille, donc de population et d'entrepreneurs.

La diversité d'organisations dans l'Union européenne ne nous pose donc pas de réel problème. En revanche, nous avons souvent l'impression qu'un certain nombre d'acteurs régionaux auraient beaucoup à gagner en termes de connaissance et de savoir-faire en participant à nos travaux. En novembre 2002, lors de notre manifestation annuelle, Agora, qui avait pour thème «Comment rendre votre région entrepreneuriale pour les dix prochaines années?», nous n'avions qu'un très petit nombre de participants de régions dites d'objectif n° 1. Si l'on postule que l'échange d'expériences renforce les compétences, Eurada a donc malgré lui un effet pervers en renforçant les capacités des ARD des régions les plus dynamiques et en laissant «en rade» les acteurs des régions en retard de développement.

Comment se répartissent les deux principaux volets de votre action: le dialogue avec la Commission européenne et la gestion de projets spécifiques?

Eurada s'est toujours définie comme une organisation de *lobbying* se plaçant sur le créneau de la préinformation. Dès lors, une

Sommaire

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est disponible dans les 11 langues de l'Union européenne sur l'internet (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) et imprimé dans 5 langues (ES, DE, EN, FR, IT) sur du papier recyclé. Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

Journalisme: Jean-Luc Janot/AEIDL
Crédits photos (pages): <AFTER SELECTION>
Couverture: <AFTER SELECTION>

4



Deuxième rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale

6



6 Le programme «Peace»: se connaître pour vivre ensemble

grande importance est attachée au dialogue avec les différents services de la Commission européenne. Ce dialogue est très varié: nous abordons des questions telles que la simplification administrative des Fonds structurels, la politique des aides d'État, l'entrepreneuriat, le développement urbain durable, l'accès des PME au financement...

Bien sûr, Eurada a géré des projets spécifiques. Les types de projets mis en œuvre au cours des ans répondent à l'une des caractéristiques suivantes: soit permettre un réel échange de savoir-faire par le biais du tutorat ou de la mise en réseaux d'opérateurs régionaux, soit porter sur des thématiques nouvelles.

Eurada a beaucoup travaillé sur le *benchmarking*, l'étude comparative de la compétitivité des régions. Quels enseignements peut-on déjà tirer de ce travail?

Depuis 1997, Eurada met au point un modèle pilote permettant l'étude comparative des performances des organismes chargés de l'animation économique des régions. Le modèle se fonde sur la collecte de données statistiques et sur leur interprétation. De plus, les bonnes pratiques identifiées des régions sont sous une forme standardisée, ce qui permet une réelle comparaison des pratiques des ARD participant à cet exercice. Le modèle développé se démarque des exercices plus ou moins similaires dont nous avons connaissance, car il ne cherche pas à établir un classement ou un palmarès des pratiques, et ne se limite pas à être un recueil de bonnes pratiques plus ou moins autoproclamées.

Les leçons que nous pouvons tirer de ce travail sont les suivantes: a) il est possible de réaliser une action de *benchmarking* des politiques publiques régionales; b) le modèle est aisé à mettre en œuvre et à comprendre; il ne requiert pas une somme de travail considérable. Il est donc financièrement abordable; c) le modèle permet de détecter des bonnes pratiques dans des régions qui, a priori, ne seraient

jamais citées en exemple; d) le modèle oblige les participants à se remettre en question.

L'expérience acquise a également montré qu'un même concept n'est pas défini de la même façon par toutes les régions.

Nous sommes conscients que notre expérience pilote doit acquérir l'adhésion du plus grand nombre possible d'organismes régionaux afin de pouvoir être réellement significative. Nous savons également qu'une démarche de *benchmarking* ne sera couronnée de succès que si les décideurs au plus haut niveau s'y impliquent et utilisent ses enseignements pour faire évoluer leur structure.

Quelle est la posture d'Eurada dans la perspective de l'élargissement, d'abord, puis de la prochaine période de programmation à l'horizon 2007, ensuite?

Pour Eurada, l'élargissement est déjà survenu en 1995 lorsque nous avons décidé de permettre aux ARD des pays d'Europe centrale et orientale de devenir membres. Depuis 2000, nous organisons chaque année un événement majeur qui s'adresse spécifiquement aux ARD de ces pays. En ce qui concerne les Fonds structurels, nous nous sommes surtout penchés sur les problèmes liés à leur mise en œuvre, notamment l'importance des investissements dans les domaines liés à l'entrepreneuriat, à l'accès des PME au financement, à l'innovation, par exemple, ainsi que sur l'interaction ou l'absence d'interaction entre les différentes politiques communautaires et les Fonds structurels (environnement, contrôle des aides d'État, marchés publics, recherche et développement, etc.) ou encore sur la simplification administrative. Bien souvent, les procédures sont rendues plus complexes à la suite des exigences imposées par les autorités des États membres.

Une des grandes revendications d'Eurada pour l'après 2006 est le renforcement de la politique communautaire en faveur des PME, surtout pour les régions qui ne seront plus éligibles aux Fonds structurels.

Fédérer les agences régionales de développement

Créée en décembre 1991, l'Association européenne des agences régionales de développement (Eurada) rassemble quelque 150 agences de développement dans 25 pays de l'Union européenne et de l'Europe centrale et orientale.

Eurada conduit un programme d'activités qui s'articule autour des axes suivants:

- l'échange d'informations sur les stratégies de développement régional, le soutien aux entreprises et la formation des cadres des agences de développement;
- l'analyse de l'impact des politiques communautaires;
- le développement de projets de coopération entre agences de développement;
- la stimulation des techniques innovantes et transférables en matière de développement économique local et régional;
- la diffusion d'informations pertinentes ou de vulgarisation, tant en ce qui concerne les politiques communautaires que les «bonnes pratiques» en matière de développement économique local et régional;
- la gestion de projets de coopération cofinancés par la Commission européenne.

Contact:

Secrétariat Eurada
Avenue des Arts 12
Boîte 7
B-1210 Bruxelles
Tél. (32-2) 218 43 13
Fax (32-2) 218 45 83
E-mail: info@eurada.org



Internet:
<http://www.eurada.org>

9



La République tchèque:
bonne pour le service —
Questions à M. Pavel
Nemec, ministre du
développement régional
de la République tchèque

12



Norte (Portugal):
équilibre et
innovation

14



Interreg III A Rhin-
Meuse-Nord:
sécurité
alimentaire
transfrontalière

Deuxième rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale Poursuivre une stratégie de développement régional équilibré

Michel Barnier, commissaire européen chargé de la politique régionale, a présenté au Parlement européen, le 30 janvier 2003, le deuxième rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale de l'Union.

Pour rappel, la publication de ce document fait suite à l'engagement de la Commission européenne de faire régulièrement rapport au Conseil sur la préparation de ses propositions en vue de la poursuite de la politique de cohésion après 2006. Quelles sont donc la situation et les grandes tendances en matière de cohésion économique et sociale européenne depuis la parution du premier rapport d'étape en janvier 2002 ?

Ralentissement

L'Union européenne a connu en 2001 un ralentissement significatif de sa croissance économique: le PIB des Quinze a augmenté de 1,5 % seulement, contre 3,5 % en 2000. On peut s'attendre à ce que ce ralentissement ait un impact négatif particulier sur les régions les plus pauvres de l'Union.

Les pays de la cohésion ont continué à rattraper les autres pays de l'Union, à l'exception de la Grèce. L'Irlande a connu une croissance soutenue et son PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat en 2001 a atteint 118 % de la moyenne communautaire (contre 115 % en 2000 et seulement 64 % en 1988).

Les disparités régionales à l'intérieur des États membres ont continué à augmenter pendant l'année 2000. Néanmoins, en raison de la convergence entre États membres, les disparités globales entre régions au sein des Quinze sont restées pratiquement inchangées entre 1995 et 2000.

Dans les régions de l'objectif n° 1 en l'an 2000, le revenu par habitant est resté légèrement supérieur à 71 % de la moyenne communautaire. L'effet de rattrapage se mesure mieux sur une période de cinq ans, la différence de revenu s'étant réduite de 1,5 point entre 1995 et 2000 et de deux points dans les régions éligibles à l'objectif n° 1 depuis 1989, marquant l'efficacité à long terme des Fonds structurels.

Dans l'Union à 25, on retrouve trois groupes de pays:

- les huit futurs États membres les plus pauvres, avec un PIB par habitant égal à 42 % de la moyenne communautaire;
- un groupe intermédiaire (Espagne, Chypre, Portugal, Slovaquie, Grèce) situé

entre 71 % et 92 % de la moyenne communautaire;

- un groupe qui inclut les autres États membres actuels, avec un PIB par habitant moyen au moins égal à 115 % de la moyenne communautaire.

Après l'élargissement, les disparités vont s'accroître. Sur la base des statistiques les plus récentes, 48 régions des Quinze (soit 18 % de la population) ont un revenu par habitant inférieur à 75 % de la moyenne communautaire. Dans l'Union à 25, ces régions sont au nombre de 67, soit 25 % de la population. Dans l'Union élargie à 25 États membres, le rapport entre les 10 % de régions les plus riches et les 10 % de régions les plus pauvres est de 4,4 (contre 2,6 dans l'Union à 15).

L'impact du ralentissement économique sur l'emploi a été moindre que prévu. Les grandes tendances de l'emploi dans l'Union sont les suivantes:

- La croissance de l'emploi a été limitée en 2001. Le taux de chômage a légèrement augmenté dans la première moitié de 2002 et atteint 7,7 %. Il est particulièrement élevé en Italie, en Grèce et en Espagne, où il touche surtout les femmes et les jeunes.

- Les disparités régionales en termes d'emploi ont diminué mais demeurent importantes — les régions où le taux d'emploi est le plus élevé ont un taux moyen de 78,1 %, celles où il est le plus faible de 48 %. En termes de taux de chômage, l'écart s'étend de 2,3 % à 19,7 % selon les régions. Entre les régions d'un même État membre, l'écart le plus grand est observé en France et en Italie.
- La cohésion sociale continue à progresser lentement. L'écart entre le revenu total des régions les plus riches et celui des régions les plus pauvres a diminué, tout comme le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté national.

Dans les pays candidats:

- L'emploi a souffert de la crise économique de 2001. La diminution constante du taux d'emploi depuis cinq ans s'est confirmée, malgré une hausse substantielle dans le secteur des services. Seules la Slovaquie et Chypre ont un taux d'emploi supérieur à la moyenne communautaire.
- Les disparités régionales en matière d'emploi sont moindres que dans l'UE mais restent substantielles. Le taux de chômage en 2001 était de 13 %. Il atteint 3,6 % dans les régions les moins touchées et 24,3 % dans les régions les plus touchées.



Nouveaux éclairages

L'étude de la Commission sur l'«impact économique attendu des financements de l'objectif n° 1 entre 2000 et 2006» présente des résultats encourageants. Elle estime par exemple que le PIB total du Portugal sur cette période sera supérieur de 3,5 % à ce qu'il aurait été sans soutien communautaire (2,2 % pour la Grèce, 1,7 % dans le Mezzogiorno italien, 1,6 % en Allemagne de l'Est et 1,1 % en Espagne). En outre, le soutien aux régions de l'objectif n° 1 a également un effet en dehors de celles-ci, car un quart des dépenses d'origine bénéficient à d'autres zones de l'Union et un dixième à des pays tiers.

De nouveaux indicateurs sur l'état d'avancement technologique sont également disponibles et confirment le retard des pays du sud de l'Europe en matière d'innovation technologique et de croissance de l'économie de la connaissance. En Finlande, en Suède et en Allemagne, le nombre de brevets déposés par million d'habitants est au moins le double de la moyenne européenne, contre moins de la moitié en Irlande, en Italie, en Espagne, en Grèce et au Portugal. Les disparités régionales sont très marquées dans ce domaine, encore plus dans le domaine des technologies de pointe. Ces tendances sont largement confirmées par les dépenses au profit de la recherche et du développement. Dans les pays candidats, la Slovaquie et la République tchèque bénéficient du taux d'investissement de recherche et de développement le plus élevé.

Une série d'études portant sur la composante territoriale de la cohésion ont été lancées par la Commission européenne. L'une d'entre elles fait le point sur les régions insulaires. Une autre porte sur les zones de montagne. Deux études sur le capital humain se penchent sur son rôle

dans le développement régional, l'économie globale et celle de la connaissance.

Le débat sur l'avenir de la politique de cohésion

Le deuxième rapport d'étape dresse également un état des débats ayant eu lieu en 2002 sur le futur de la politique de cohésion. Il résume les avis émis par certaines institutions européennes (Conseil, Parlement européen, Comité économique et social européen, Comité des régions) ainsi que les préoccupations exprimées par les participants à quatre grands séminaires organisés l'an dernier par la Commission. Le rapport conclut qu'à ce stade l'avenir de la politique européenne de cohésion suscite les réflexions suivantes:

- La priorité aux régions les moins développées fait l'unanimité, et le critère de 75 % de la moyenne du PIB de l'UE appliqué au niveau NUTS 2 utilisé pour les définir est largement accepté. La prise en compte de critères additionnels est régulièrement mentionnée, tout comme l'éventualité d'inclure dans cette catégorie les îles et les régions ultrapériphériques. L'«effet statistique» pourrait être compensé par un régime transitoire ou par l'augmentation du seuil d'éligibilité.
- L'aide en dehors des régions en retard de développement recueille de nombreux soutiens. Plus de simplification et de décentralisation, ainsi que la concentration sur les priorités communautaires et la compétitivité régionale, sont des points souvent mentionnés dans ce cadre. Un zonage de ces aides n'est plus considéré comme approprié.
- L'échange d'expériences et la coopération ont un impact bénéfique largement

reconnu, notamment au niveau transfrontalier.

- Une meilleure contribution des politiques communautaires (pêche, concurrence, agriculture, transports, environnement, recherche et développement) à la cohésion économique et sociale a été largement évoquée en 2002.
- Les conséquences éventuelles de la suppression du zonage de l'objectif n° 2 sur les aides d'État à finalité régionale ont été maintes fois abordées.

Préparation de l'élargissement

Ce deuxième rapport d'étape mentionne enfin brièvement l'état de la préparation à l'élargissement. À la suite de la clôture des négociations d'adhésion au Conseil de Copenhague, l'essentiel de cette préparation consiste à finaliser les programmes structurels des futurs États membres et à assurer leur mise en œuvre effective le jour même de l'adhésion. En juillet 2003, un rapport spécifique sera présenté sur la concrétisation des engagements pris par les pays candidats dans le cadre de la négociation en matière de politique régionale.

Cohésion: quelques chiffres clés

- Dans l'Union élargie à 25 États membres, le rapport entre les 10 % de régions les plus riches et les 10 % de régions les plus pauvres est de 4,3 (contre 2,6 dans l'Union à 15).
- 48 régions des Quinze (18 % de la population, soit 68 millions d'habitants) ont un PIB inférieur à 75 % de la moyenne du PIB communautaire. Dans une Union élargie à 25, seules 30 régions des États membres actuels (12 % de la population, soit 47 millions) demeureraient sous le seuil de 75 % de la nouvelle moyenne. Il n'en resterait plus que 18 (6 % de la population, soit 24 millions d'habitants) dans une Union à 27.
- 15 % des Européens vivent sous le seuil de pauvreté national (sans les transferts sociaux autres que les pensions de vieillesse, ce taux serait de 24 %).
- Chaque euro dépensé par les Fonds structurels dans les régions de l'objectif n° 1 s'est traduit par une augmentation de leur PIB de 1,33 euro et a aussi eu un «effet de retour» dans des régions plus riches: un quart des dépenses d'origine bénéficient à d'autres zones de l'Union.

Conseil de Copenhague (décembre 2002)

Répartition du Fonds de cohésion et des Fonds structurels dans les nouveaux États membres pour la période 2004-2006 (en millions d'euros, prix 1999)

Fonds de cohésion			Fonds structurels					Total
Répartition indicative en pourcentage du total	Objectif n° 1	Objectif n° 2	Objectif n° 3	IFOP (pêche)	Programmes d'initiative communautaire			
					Interreg	EQUAL		
Chypre	0,43 %-0,84 %	0	24,9	19,5	3,0	3,8	1,6	52,8
Estonie	2,88 %-4,39 %	328,6	0	0	0	9,4	3,6	341,6
Hongrie	11,58 %-14,61 %	1 765,4	0	0	0	60,9	26,8	1 853,1
Lettonie	5,07 %-7,08 %	554,2	0	0	0	13,5	7,1	574,8
Lituanie	6,15 %-8,17 %	792,1	0	0	0	19,9	10,5	822,5
Malte	0,16 %-0,36 %	55,9	0	0	0	2,1	1,1	59,1
Pologne	45,65 %-52,72 %	7 320,7	0	0	0	196,1	118,5	7 635,3
Rép. tchèque	9,76 %-12,28 %	1 286,4	63,3	52,2	0	60,9	28,4	1 491,2
Slovénie	1,72 %-2,73 %	210,1	0	0	0	21,0	5,7	236,8
Slovaquie	5,71 %-7,72 %	920,9	33,0	39,9	0	36,8	19,7	1 050,3
Total	7 590,5	13 234,3	121,2	111,6	3,0	424,4	223,0	14 117,5

Le programme «Peace» pour l'Irlande du Nord et la région frontalière d'Irlande

Au service de la paix et de la réconciliation

De par sa mission — unique parmi les Fonds structurels — et l'approche pionnière qu'il a expérimentée pour sa mise en œuvre, le programme «Peace» est exemplaire à plus d'un titre.

Depuis le milieu des années 1990, l'Irlande du Nord s'est engagée sur la voie de la paix. Les cessez-le-feu consentis de part et d'autre depuis 1994 et l'accord de Belfast («accord du Vendredi Saint») en 1998 ont été deux grandes étapes de cette marche difficile — et encore inachevée — vers la paix.

L'Union européenne soutient activement ce processus de paix au travers d'un programme unique parmi les Fonds structurels. Dès la fin 1994, la Commission lançait l'idée d'une initiative communautaire de cinq ans en faveur de l'Irlande du Nord et des comtés

frontaliers de la République d'Irlande. Ce sera le «Programme spécial de soutien en faveur de la paix et de la réconciliation», dorénavant plus connu sous le raccourci de «Peace I».

Doté d'une contribution communautaire de 500 millions d'euros, «Peace I» a financé entre 1995 et 1999 pas moins de 12 000 projets — pour une population totale de quelque 2 millions habitants — dans les secteurs prioritaires qu'il s'était fixés, à savoir: l'emploi, la revitalisation urbaine et rurale, l'insertion sociale, l'appui aux investissements productifs et aux



entreprises, et la coopération transfrontalière. Mais l'intérêt du programme «Peace» tient d'abord au fait qu'il a pu bénéficier à des catégories de populations particulièrement affectées par le conflit nord-irlandais, au travers de projets qui n'avaient jusqu'alors jamais eu accès aux fonds communautaires: aide psychologique et sociale aux victimes d'attentats et à leurs familles, insertion professionnelle d'anciens prisonniers liés aux organisations paramilitaires, jeunes et femmes impliqués dans des projets de rapprochements entre catholiques et protestants dans les zones tampons entre les communautés, etc.

L'originalité du programme «Peace» se fonde aussi sur une approche innovante de ses mécanismes de mise en œuvre: jamais l'UE n'avait expérimenté un programme de cette ampleur qui soit à la fois transfrontalier (comme un programme de type Interreg), qui privilégie une gestion au plus près des besoins du terrain en confiant la plus grande partie des fonds à des partenariats locaux et à des ONG, et qui intègre explicitement la participation de toutes les communautés religieuses et sensibilités politiques de la région.

De «Peace I» à «Peace II»

Reconnaissant le succès de «Peace I» et la persistance de besoins spécifiques liés au processus de paix, le Conseil européen de Berlin a décidé en mars 1999 de reconduire le programme pour cinq années supplémentaires.

Le budget total alloué à cette nouvelle phase, «Peace II», pour la période 2000-2004, s'élève à plus de 700 millions d'euros, dont une contribution des Fonds structurels de 531 millions d'euros. Comme pour «Peace I», environ 80 % des ressources totales du programme sont affectées à des projets en Irlande du Nord et 20 % à la région frontalière d'Irlande. 15 % de l'ensemble du programme est consacré à des projets transfrontaliers.

La mise en œuvre de «Peace» II prend place dans un contexte institutionnel différent. Dans le cadre de l'accord de Belfast, des structures administratives transfrontalières — couvrant l'ensemble de l'île d'Irlande — ont été mises en place. L'une d'elles, le «Special EU Programme Body», joue dorénavant le rôle d'autorité de gestion unique pour le programme «Peace», comme d'ailleurs pour le programme Interreg. «Peace II» a conservé, voire renforcé,

les caractéristiques spécifiques qui ont fait le succès de «Peace I». L'effort de financement est dorénavant concentré sur des groupes, des secteurs et des zones identifiés comme ayant particulièrement souffert du conflit. En outre, l'accent est mis sur des projets intercommunautaires ou pouvant démontrer un rapprochement à terme entre catholiques et protestants. D'orientation plus économique que son prédécesseur, les priorités de «Peace II» visent le renouveau économique, l'insertion sociale, l'intégration et la réconciliation, les initiatives locales de développement, l'ouverture régionale et la coopération transfrontalière.

Libérer les bonnes volontés

Le conflit nord-irlandais s'étant toujours déroulé sous les feux des projecteurs de l'actualité mondiale, le processus de paix suscite lui aussi un intérêt planétaire. Or, en dépit des cessez-le-feu et de l'accord de Belfast, la société nord-irlandaise demeure traversée par la violence politique. Parce qu'il répond à une logique européenne — celle des Fonds structurels —, le programme «Peace» a créé en quelque sorte son propre espace de dialogue et de travail, ouvert aux individus de bonne volonté souhaitant un rapprochement malgré les difficultés conjoncturelles. En ce sens, le programme «Peace» s'inscrit parfaitement dans cette nouvelle donne politique, accompagnant par une action sociale et économique de terrain le processus de paix au niveau politique. C'est un enjeu particulièrement important pour l'Union européenne, et une expérience qu'elle pourra faire valoir, le moment venu, dans d'autres régions en situation de sortie de conflit.

Contact:

Special EU Programmes Body (SEUPB)

6 Cromac Place

Belfast BT7 2JB

Royaume-Uni

Tél. (44-28) 90 26 66 60

Fax (44-28) 90 26 66 61/92

E-mail: info@seupb.org

Internet: <http://www.seupb.org> (site de l'autorité de gestion)

<http://www.eugrants.org> (Fonds structurels en Irlande du Nord)



Coopération

Coopération interculturelle entre Ballymacarret (Irlande du Nord) et Ballybofey (Irlande)

Se connaître pour vivre ensemble

Au-delà des facteurs économiques et religieux, le conflit nord-irlandais est celui de deux solitudes: un véritable fossé culturel s'est creusé entre protestants et catholiques. Chaque communauté s'est forgé sa propre culture, son folklore, ses chansons, ses sports... En multipliant les occasions de connaître «l'autre côté», la coopération entre jeunes protestants de Belfast et jeunes catholiques de la région frontalière d'Irlande entend bien jeter les bases d'une paix durable.

Quartier populaire protestant de l'est de Belfast, Ballymacarret est un bastion unioniste qui n'a jamais entretenu de relations — c'est le moins que l'on puisse dire — avec la communauté catholique, moins encore au sud de la frontière.

Fondée en 1996, à l'origine pour promouvoir la culture protestante dans une optique pacifique, l'Association culturelle et artistique de Ballymacarret (Ballymacarret Arts and Cultural Society) a obtenu en 1999 un financement «Peace I» de 45 000 euros pour coopérer dans le domaine théâtral avec des organisations homologues catholiques des comtés frontaliers d'Irlande.

Le partenaire choisi est l'antenne théâtrale du «Balor Development Group» à Ballybofey dans le comté de Donegal, qui croit aussi que les différences culturelles sont en partie à la source des malentendus entre communautés protestante et catholique. L'association de Belfast a d'abord monté et présenté en République d'Irlande deux pièces de théâtre visant à mieux faire comprendre la culture, les valeurs et les aspirations de la classe ouvrière protestante.

Parcours culturels

Pour renforcer et approfondir cette coopération transfrontalière et surtout intercommunautaire, les deux associations partenaires ont ensuite construit un projet appelé «Parcours culturels» devant permettre aux jeunes protestants de Belfast et aux jeunes catholiques de Ballybofey d'explorer ensemble, de comparer et d'apprécier leurs spécificités culturelles.

Financé à hauteur de 150 000 euros dans le cadre de «Peace II», le projet a consisté à mettre en place six «partenariats d'apprentissage culturel» formés de jeunes issus des deux communautés, protestante de Ballymacarret et catholique de Ballybofey. Autour de thèmes clés, chaque partenariat a élaboré des modules devant permettre aux participants d'apprendre à mieux se connaître, s'entendre et s'apprécier en respectant ses différences.

Par exemple, le module «Interaction sociale» prend la forme d'activités ludiques telles que des visites dans les territoires concernés, des activités sportives, des ateliers de théâtre, des soirées dansantes, des jeux de société, etc.

Le module «Mise en confiance» donne à un groupe l'opportunité de participer aux activités de l'autre groupe. Dans le domaine sportif, par exemple, les jeunes catholiques assistent à des matchs de foot du Glentoran FC, tandis que les jeunes protestants sont conviés à des matchs de football gaélique.

Comme son nom l'indique, le module «Entente culturelle» doit permettre aux jeunes de mieux comprendre leur contexte culturel respectif. Sont organisés des ateliers de danse, de théâtre et de langue gaélique, ainsi qu'une participation conjointe à des événements hautement symboliques pour chaque communauté comme les défilés de juillet pour les protestants et la fête de Saint-Patrick pour les catholiques.

Enfin, un module «Éveil politique» doit amener les jeunes à se rendre compte en quoi les politiques peuvent avoir un impact sur leur vie quotidienne et celle de leur communauté. Les participants ont ainsi l'occasion de visiter les sièges d'institutions politiques (Parlement d'Irlande, Assemblée d'Irlande du Nord, hôtels de ville de Belfast et de Dublin...) et d'y rencontrer des élus.

Cette coopération interculturelle entre Ballymacarret et Ballybofey est exemplaire à double titre: d'une part, en tablant sur l'initiative de ses jeunes participants, elle reflète la philosophie «par le bas» du programme «Peace». D'autre part, qu'ils soient catholiques ou protestants, ces jeunes retournent dans leur communauté d'origine avec une meilleure connaissance et moins de préjugés sur «ceux d'en face».



Découverte d'un pays candidat

La République tchèque

Bonne pour le service

Forte de sa population qualifiée, de sa tradition industrielle et d'un certain nombre d'autres atouts, la République tchèque devrait rapidement devenir un acteur économique de premier plan au sein de l'Union européenne.

La République tchèque correspond aux régions historiques de Bohême et de Moravie, qui furent sous la domination des Habsbourg de 1526 à 1918. Comme la Slovaquie, la République tchèque est issue de la partition pacifique, en janvier 1993, de la Tchécoslovaquie en deux États indépendants.

D'une superficie de 78 866 km², la République tchèque présente un relief relativement accidenté et élevé. Surnommé le «château d'eau de l'Europe centrale», le pays compte de nombreux fleuves et rivières, dont l'Elbe et l'Oder qui permettent une liaison avec la mer du Nord et la mer Baltique.

La République tchèque compte environ 10 280 000 habitants, soit une densité de population de 132 habitants par km². La population se répartit de façon assez équilibrée, surtout dans un grand nombre de villes petites et moyennes. Le pays comporte en effet peu de grosses agglomérations. Prague (1 300 000 habitants), à la fois la capitale et, de loin, la plus grande ville du pays, n'a pas entravé l'activité des trois autres grandes villes: Brno (400 000 habitants), Ostrava (350 000) et Pilsen (180 000).

Ressources... humaines

Malgré l'absence de ressources naturelles significatives, les territoires tchèques ont longtemps constitué l'une des régions les plus développées d'Europe. De 1945 à 1989, le niveau de vie y était parmi les plus élevés du bloc soviétique. Cependant, presque tous les avoirs étaient entre les mains de l'État et le commerce s'effectuait presque exclusivement avec les autres pays de l'Est.

La réintroduction de l'économie de marché a donc dû se faire sur des bases quasi inexistantes. Mais le pays

bénéficiait d'une infrastructure stable et le plan de privatisation, qui a notamment permis aux citoyens d'acheter des coupons à faible prix et de les échanger ensuite contre des actions dans les entreprises, a facilité la privatisation de larges secteurs de l'économie. Par l'intermédiaire du Fonds de la propriété nationale (FNM), l'État a maintenant mené à terme environ 97 % des projets de privatisation envisagés en 1991. Le secteur privé est bien établi et représente de beaucoup la plus grande partie de l'économie tchèque. En 2001, 79,8 % du PIB était généré par des entreprises privées.

Depuis 1989, l'économie tchèque a connu une croissance par à-coups, alternant périodes d'expansion (1993-1996 et 2000-2001) et périodes de récession (1989-1992 et 1997-1999). Les inondations catastrophiques qui ont frappé le pays en août 2002 pourraient également peser sur les performances économiques à court terme et ralentir la reprise économique récente.

Depuis 2000, la République tchèque a peu progressé en termes de convergence du revenu réel avec l'Union européenne. En 2001, le revenu moyen par habitant exprimé en standards de pouvoir d'achat équivalait à 57 % de la moyenne communautaire. En ce qui concerne le niveau de revenu, la disparité est forte entre la capitale et le reste du pays. Prague a atteint 124 % de la moyenne communautaire, mais toutes les autres régions sont restées au-dessous de 75 %. Mais, globalement, la réussite est au rendez-vous: la République tchèque est en pouvoir d'achat le quatrième plus riche des pays candidats après Chypre, Malte et la Slovaquie.

Les perspectives de redéveloppement du pays sont très bonnes, grâce notamment au haut degré de

qualification de la main-d'œuvre: selon l'OCDE (¹), la République tchèque a le plus fort pourcentage de diplômés universitaires en sciences et techniques parmi les pays membres de l'organisation.

Redéveloppement industriel, touristique et commercial

En 2001, l'agriculture de la République tchèque générait 4,2 % de la valeur ajoutée brute et l'emploi agricole représentait 4,6 % de l'emploi total. La récession dans l'agriculture a été plus longue et plus profonde et la reprise a été pratiquement inexistante si on la compare à l'économie en général.

De son côté, le secteur secondaire contribue pour 42 % à la formation du PIB. Depuis 1989, nombre d'entreprises et de mines non rentables ont été fermées. L'industrie lourde et la métallurgie demeurent importantes, mais les industries traditionnelles (chaussure, verre, textile) ont été relancées.

Le secteur tertiaire représente quant à lui 53 % du PIB. Depuis 1990, l'activité touristique a marqué une hausse sensible: Prague est devenue l'une des capitales les plus visitées d'Europe. Le reste du pays est également très attrayant, avec ses quelque 2 500 châteaux forts et palais et 900 sources thermales (record mondial). Depuis plusieurs années, la République tchèque reçoit environ 12 millions de visiteurs par an.

Les Tchèques ont également réussi à réorienter leur commerce vers les pays occidentaux, et à obtenir des prêts et des investissements substantiels de la part des pays étrangers. Les échanges avec l'Union européenne continuent de croître. En 2001, les exportations

(¹) Organisation de coopération et de développement économiques.

Découverte d'un pays candidat



communautaires vers la République tchèque se sont élevées à 27,3 milliards d'euros (soit 61,8 % des importations tchèques) et les importations communautaires en provenance de la République tchèque se sont élevées à 25 milliards d'euros (soit 68,9 % des exportations tchèques).

Les principales catégories d'exportations communautaires vers la République tchèque en 2001 étaient les machines et les fournitures électriques, les équipements de transport et les métaux non précieux. Les principales exportations tchèques vers la Communauté étaient les machines et les fournitures électriques, les équipements de transport, les métaux non précieux et les textiles.

Une structure régionale «européenne»

Le 1^{er} janvier 2000, la République tchèque est passée de 7 à 14 régions administratives. Il s'agit de Länder inspirés du modèle germano-autrichien et dotés d'une certaine autonomie. Une loi de juin 2000 identifie également, aux fins du

développement régional et local, 8 «régions de la cohésion» de niveau NUTS 2. 73 districts (*okresi*) et 4 municipalités (*mesto*) constituent l'échelon territorial de base.

Au cours de la période 2000-2002, le montant annuel de l'assistance financière totale accordée par l'Union européenne à la République tchèque pour sa préparation à l'adhésion aura été d'environ 79 millions d'euros dans le cadre du programme Phare (soutien pour la transition économique et sociale), de 22 millions d'euros dans le cadre du programme Sapard (agriculture et développement rural) et de 57 à 83 millions d'euros dans le cadre du programme ISPA (projets d'infrastructures dans les domaines de l'environnement et des transports).

Quant au budget décidé au sommet de Copenhague pour la République tchèque au cours de la période 2004-2006, il se répartit comme suit: 1 286,4 millions d'euros au titre de l'objectif n° 1; 63,3 millions d'euros au titre de l'objectif n° 2; 52,2 millions d'euros au titre de l'objectif n° 3; 60,9 millions d'euros alloués à l'initiative Interreg et 28,4 millions à

l'initiative EQUAL. En tout, l'apport des Fonds structurels et du Fonds de cohésion à la République tchèque devrait représenter plus de 2,327 milliards d'euros.

Contact:

Ministerstvo pro Místní Rozvoj
(Ministère du développement régional)
Staroměstské náměstí 6
CZ-110 15 Praha 1
Tél. (420) 224 86 11 11
Fax (420) 224 86 13 33
Internet: <http://www.mmr.cz>

Superficie

78 866 km²

Population

10 299 125 habitants

Densité: 131 hab./km² (EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

PIB/habitant (2001): 13 300 EUR
(EU-15: 23 200 EUR)

Indice PIB/hab. PPA (2001): 57 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2002): 7,7 %
(EU-15: 7,7 %)



Questions à M. Pavel Nemec, ministre du développement régional de la République tchèque

Quels sont les principaux défis économiques et sociaux que doit relever la République tchèque?

Treize ans à peine après la «Révolution de velours», la République tchèque a considérablement progressé sur la voie d'une économie de marché stable et prospère. Il reste cependant encore un certain nombre d'efforts à fournir: équilibrer les finances publiques en enrayant le déficit qui continue de se creuser; mieux maîtriser les dépenses de sécurité sociale; déréglementer le marché immobilier pour favoriser la construction de nouveaux logements et la mobilité des travailleurs. Les régions en difficulté structurelle et en retard de développement constituent aussi un problème très important.

Comment ces défis sont-ils pris en compte dans les politiques régionales nationales?

Le ministère du développement régional cherche à trouver des solutions efficaces à ces problèmes. Par exemple, le gouvernement est en train d'examiner notre proposition de nouvelle législation en matière de logement afin de libérer progressivement le marché. Le programme régional opérationnel conjoint, approuvé récemment, va permettre de mettre en œuvre des stratégies de développement spécifiques aux régions en difficulté, notamment les bassins miniers et sidérurgiques en reconversion de la Moravie-Silésie et du nord de la Bohême. Par ailleurs, les nouveaux programmes opérationnels sectoriels prennent en compte la nécessité de réduire les disparités régionales,

notamment en matière de nouvelles technologies.

Qu'attend surtout votre pays en adhérant à l'Union européenne?

Nous sommes fiers de retrouver, après une parenthèse, notre place dans l'espace économique dont nous faisons partie depuis des siècles. Nous aimerions profiter au maximum de la liberté de circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Mais la République tchèque ne se contentera pas de recevoir; elle a également beaucoup à offrir: des savoir-faire industriels bien préservés et qui commencent à se revaloriser, des petites et moyennes entreprises dynamiques, des gens ouverts et innovateurs. J'espère que nous prouverons que nous sommes le plus occidental des pays de l'élargissement.

Quels sont les points qui restent à résoudre dans le processus d'adhésion?

Comme vous le savez, le processus d'adhésion de la République tchèque s'est achevé avec succès et nous sommes très impatients de rejoindre l'Union européenne en mai 2004. Mais ce n'est là que le début de l'adhésion. Il reste à négocier tous ces régimes transitoires, qui sont parfois défavorables à notre pays, tels que les restrictions à la libre circulation de la main-d'œuvre — même si nous avons apprécié que davantage d'États membres aient décidé de ne pas appliquer ces restrictions — ou la limitation du cabotage pour les transporteurs routiers tchèques. En ce qui nous concerne, nous devons aussi être conscients que les régimes

convenus pour protéger notre marché intérieur et nos entreprises sont eux aussi temporaires et que nous devons réussir notre ajustement.

En matière de politique régionale, que peut apporter la République tchèque à l'Union européenne et, réciproquement, que peuvent apporter l'Union européenne et ses États membres à votre pays?

Tant économiquement que géographiquement, la République tchèque se situe quelque part entre l'ouest et l'est du continent européen. Elle peut donc servir d'«agent d'intégration» pour une région plus vaste. Historiquement, malgré quelques turbulences au cours de la dernière décennie dues à la restructuration industrielle, notre pays a su préserver ses opportunités et son mode de vie, notamment un certain équilibre entre la ville et la campagne. Nous pouvons faire profiter de cette expérience tant les «anciens» que les «nouveaux» pays de l'Union. Quant à celle-ci, elle peut aider notre pays à améliorer son niveau d'investissements, en particulier grâce aux Fonds structurels et au Fonds de cohésion puisque, pour l'instant, seule la région de Prague dépasse la moyenne européenne en termes de PIB par habitant. C'est pourquoi mon ministère achève la mise en place d'une organisation administrative devant permettre l'utilisation optimale des fonds européens au service du développement de l'ensemble du territoire de la République tchèque.

Propos recueillis le 3 février 2003.

Découverte d'une région

Norte (Portugal)

Équilibrage et innovation

Réduire l'écart entre le littoral et l'arrière-pays et rendre plus compétitives les entreprises de cette région plutôt industrielle sont les deux grandes priorités du nord du Portugal.

Grâce d'abord au vin de Porto, son produit phare issu des célèbres cépages cultivés dans le Haut-Douro, le nord du Portugal est la région portugaise la plus ouverte sur l'extérieur, assurant plus de 40 % des exportations nationales. Avec 3,7 millions d'habitants, ce sont aussi près d'un tiers de la population du Portugal et 39 % des Portugais de moins de 25 ans qui résident dans le Norte, ce qui en fait une des régions les plus jeunes du pays.

Cependant, à l'instar du reste du Portugal, la région Norte présente une forte dualité entre le littoral et l'intérieur des terres: densément peuplée, la zone côtière concentre aussi l'essentiel de la population jeune, tandis que l'arrière-pays souffre de désertification et de vieillissement.

Cette disparité démographique se retrouve sur les plans économique et social: la zone métropolitaine de Porto est très dynamique et industrialisée alors que les territoires à faible densité de l'intérieur manquent de capacité d'innovation et d'esprit d'entreprise.

Un des défis de la région Norte est donc, d'une part, de mieux structurer la zone de Porto (notamment en termes de lutte contre l'exclusion sociale, d'intermodalité des transports et d'assainissement des eaux) et, d'autre part, de développer des centres urbains dans l'arrière-pays et de les transformer en pôles d'équilibre, capables de dynamiser les territoires ruraux environnants. La coopération transfrontalière avec les deux régions espagnoles voisines, la Galice et la Castille- León, participe de cette démarche.

PME

Région la plus industrialisée du Portugal, le Norte se place au dixième rang des régions les plus industrialisées d'Europe. Près d'un tiers des entreprises et environ la moitié des actifs travaillent dans le secteur secondaire, dominé par le textile, l'habillement et la chaussure.

La structure économique régionale se caractérise aussi par la prédominance des PME: à peine 1,2 % des entreprises du Norte ont plus de 100 employés. La stratégie de développement régional passe donc également par l'aide aux PME à travers la création d'infrastructures et de services d'appui, l'investissement dans l'innovation et l'internationalisation des entreprises et tout ce qui peut améliorer la compétitivité du tissu productif régional.

Opération Nord

Baptisé «Operação Norte» («Opération Nord»), le programme opérationnel de la région Norte pour la période 2000-2006 reflète la stratégie régionale de développement, avec trois grands objectifs en ligne de mire:

- améliorer la qualification de la population de la région Norte, augmenter son employabilité et promouvoir la cohésion sociale;
- promouvoir les facteurs de compétitivité régionale et valoriser les systèmes territoriaux de production;
- assurer un aménagement du territoire durable et équilibré.

Contact:

Comissão de Coordenação da Região do Norte
Rua Rainha D. Estefânia, 251
P-4150-304 Porto
Tél.: (351) 226 08 63 25
Fax (351) 226 08 63 09
E-mail: norte@ccr-n.pt
Internet: <http://www.ccr-n.pt>

Superficie

21 289 km²

Population (2001)

3 687 212 habitants

Densité: 173,2 hab./km²

Économie et emploi

PIB/hab. (2000): 9 260 EUR (EU-15: 21 258 EUR)

Indice PIB/hab. PPA (2000): 56 (UE-15 = 100)

Taux de chômage (2001): 3,7 % (EU-15: 7,7 %)

Fonds structurels (2000-2006)

Objectif n° 1 (en milliers d'euros)

UE	Autres fonds publics	Fonds privés	Total
7 644 147	4 402 017	4 362 430	16 408 594



Le Douro des vignobles, patrimoine mondial

Son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco devrait contribuer à promouvoir, protéger et développer la région viticole d'appellation contrôlée la plus ancienne du monde.

Le fleuve Douro est l'un des symboles du nord du Portugal. Il arrive de Castille-León et traverse tout le territoire de la région Norte pour se jeter dans l'estuaire de Porto. Mais le nom «Douro» est surtout lié à la plus ancienne région viticole d'appellation contrôlée du monde: le Haut-Douro des vignobles. Le travail acharné et continu des hommes a transformé ce vaste territoire schisteux en véritable monument agricole et paysager, l'«unique évidence incommensurable qui nous permet de stupéfier le monde», comme l'a écrit le poète portugais Miguel Torga. Paysage culturel de près de 250 000 hectares, dont 20 % en production viticole, le Douro des vignobles produit l'exceptionnel et mondialement connu vin de Porto. Pas moins de 9 000 exploitations en vivent.

Convaincu de l'exceptionnelle valeur culturelle du Douro des vignobles et de la singularité de ses paysages, un groupe de personnalités et d'entités locales, régionales et nationales portugaises a consacré beaucoup d'efforts à promouvoir l'inscription de celui-ci sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, mais aussi à rechercher une solution intégrée pour la préservation, la valorisation et le développement durable du territoire.

À l'initiative de la fondation Rei Afonso Henriques et avec le soutien de l'université Trás-os-Montes e Alto Douro, des fonds communautaires ont été mobilisés pour: élaborer un plan intercommunal d'aménagement du territoire; créer une association de promotion du Douro des vignobles regroupant 13 municipalités ainsi que d'autres entités; monter un dossier de candidature pour l'inscription de l'Alto Douro des vignobles au patrimoine mondial de l'Unesco.

Une démarche qui a réussi puisque, le 14 décembre 2001, le comité du patrimoine mondial de l'Unesco, réuni à Helsinki, annonçait l'inscription du Douro des vignobles sur la liste du patrimoine dans la catégorie «Paysage culturel, évolutif et vivant». Il s'agit d'un grand pas en avant en termes de reconnaissance internationale qui permettra la promotion et le développement du territoire, à commencer par un renforcement de la dynamique touristique.

L'inscription du Douro des vignobles au patrimoine mondial montre que les fonds communautaires ne servent pas qu'à financer des infrastructures. Aux yeux de la commission de coordination de la région Norte, la réussite de la démarche prouve que même les projets modestes en termes financiers, comme c'est le cas ici, peuvent constituer des solutions structurantes pour l'aménagement et le développement du territoire.

Interreg III A Rhin-Meuse-Nord

Sécurité alimentaire transfrontalière

Industriels et autorités de l'eurégion germano-néerlandaise Rhin-Meuse-Nord se sont associés pour mettre au point un label de qualité transfrontalier visant à garantir la sécurité des produits agroalimentaires tout en renforçant un secteur clé de l'économie régionale.

La mise en œuvre des programmes Interreg entre l'Allemagne et les Pays-Bas bénéficie d'une longue tradition et de structures de coopération bien établies puisque c'est dans ce cadre, dès 1958, qu'a été lancé et appliqué pour la première fois le concept d'«eurégion»^(*), aujourd'hui très répandu dans les zones frontalières de l'Union européenne.

Qu'elle soit destinée à l'alimentation humaine ou animale, la production agroalimentaire est un secteur économique très important de l'eurégion Rhin-Meuse-Nord aux confins de la Rhénanie-du-Nord -

Westphalie (Allemagne) et du Limbourg néerlandais.

ESB, peste porcine, dioxine, salmonellose... les crises alimentaires à répétition qu'a connues l'Europe au cours des dernières années ont rendu méfiant le consommateur et mis en évidence la fragilité des filières agricole et agroalimentaire.

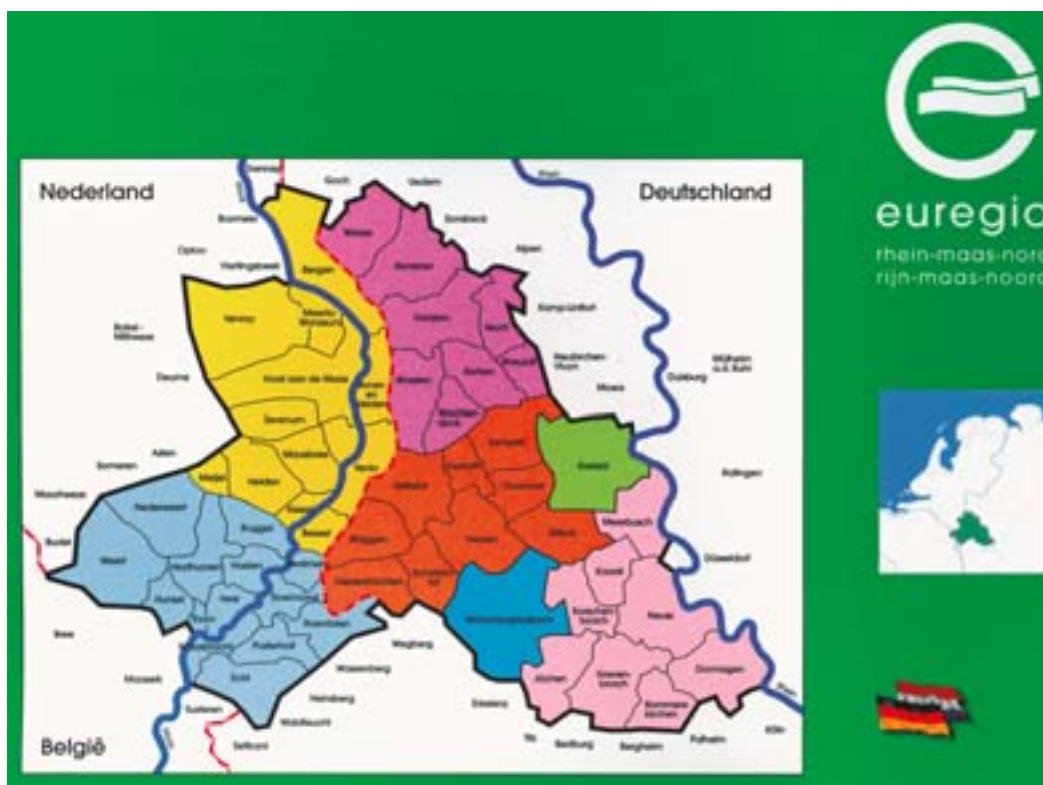
Partenaires allemands et néerlandais de l'eurégion ont donc décidé de réagir, voire de prendre les devants, en lançant dans le cadre d'Interreg un projet conjoint de recherche et de développement baptisé «Label de qualité intégré transfrontalier dans les industries agroalimentaires et

d'aliments pour bétail de l'eurégion Rhin-Meuse-Nord».

Le projet implique cinq grandes étapes:

- 1) Un processus de contrôle de qualité d'un bout à l'autre de la chaîne est défini et adopté conjointement par les producteurs et les autorités vétérinaires.
- 2) Des «équipes-conseil» transfrontalières spécifiquement affectées à la chaîne de production au sein des entreprises de transformation sont constituées.
- 3) Un réseau de communication commun consacré aux questions sanitaires se développe.

(*) Fondée en 1958, l'eurégion Gronau/Enschede constitue la plus ancienne structure européenne de coopération transfrontalière.





- 4) Les entreprises participantes élaborent et mettent en œuvre un dispositif de contrôle de qualité de type HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point).
- 5) Des systèmes d'identification et de traçabilité, ainsi que des dispositifs de contrôle adaptés, ont été mis en place dans quatre entreprises pilotes. Celles-ci échangent leurs expériences et assurent une remontée de l'information entre chaque intervenant de chaque filière, d'une part, et à travers le réseau des équipes-conseil, d'autre part.

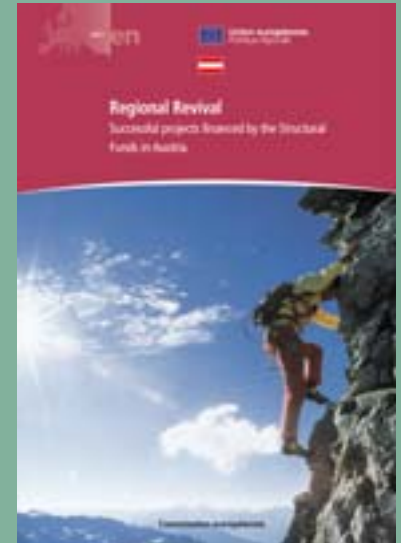
Par ailleurs, en collaboration avec les universités de Wageningen et de Bonn, un certain nombre de petites et moyennes entreprises agroalimentaires sélectionnées développent en commun un logiciel de gestion de la qualité.

Le projet est complété par l'organisation de formations intégrées et d'échanges d'expériences, ce qui facilite la résolution des problèmes et favorise la compréhension et l'analyse des risques. Le fait qu'il soit porté par un partenariat germano-néerlandais stimule aussi l'interculturalité dans les relations économiques. En renforçant la qualité et la sécurité, le projet devrait consolider la viabilité et la compétitivité des secteurs agroalimentaire et de l'alimentation pour bétail de l'eurogion.

Contact:

*Euregio Rhein-Maas-Nord/Euregio
Rijn-Maas-Noord
D-41050 Mönchengladbach
Tél. (49-2161) 25 92 30
Fax (49-2161) 25 92 39
E-mail: info@euregio-rmn.de
Internet: <http://www.euregio-rmn.de>*

Regional revival — Successful projects financed by the Structural Funds in Austria



Florilège de 21 projets cofinancés par l'UE en Autriche.
Disponible en allemand et en anglais.

Deuxième rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale



Disponible dans les onze langues de l'Union et celles des pays de l'élargissement.

En ligne



<http://www.localdeveurope.org>

«L'ingénierie financière au service du développement local» est le fruit d'un partenariat rassemblant des organisations et des experts de six pays de l'Union: Belgique, Allemagne, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni. Financé par la direction générale de l'emploi et des affaires sociales de la Commission européenne, le projet vise à promouvoir auprès des autorités locales et régionales le montage et l'utilisation d'instruments financiers efficaces permettant de stimuler le développement local dans les régions. Le site est trilingue: anglais, français et italien.

<http://www.ctp.org>

Il s'agit du site de la Communauté de travail des Pyrénées, fondée en 1983 sur le modèle de l'Arc alpin pour stimuler la coopération transfrontalière entre sept régions européennes (Aquitaine, Aragon, Catalogne, Pays basque, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Navarre) ainsi qu'avec Andorre. L'information disponible est déjà très abondante en espagnol et devrait prochainement être également accessible en basque, en catalan et en français.



<http://www.eminderproject.com>

«e-Minder» (Electronic commerce leveraging network for developing european regions/Réseau de commerce électronique pour développer les régions européennes) est une coopération entre Chypre, la Galice (Espagne) et la Poméranie (Pologne) dans le cadre de la priorité IST (information society technologies) du sixième programme-cadre communautaire de recherche et de développement (<http://www.cordis.lu/ist>). On trouvera sur ce site de nombreux liens utiles concernant le commerce électronique dans une perspective de développement régional.

Contacts

Commission européenne, Direction générale «Politique régionale»
Unité 01 — «Information et communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41
B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: 1regio-info@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Commissaire Michel Barnier
<http://europa.eu.int/barnier>

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN

© Communautés européennes, 2003
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium

